

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

17 AU 23 NOVEMBRE 1994

N° 975

10,00 F

## LUTTES SALARIALES

# TAPEZ À LA CAISSE DU PATRONAT !



ALAIN MINC « s'avoue inquiet par les récents conflits portant sur des augmentations de salaires » (1). Ce technocrate de « gauche » tendance caviar, devenu balladurien, a présidé une commission du Plan chargée d'établir un rapport sur « la France de l'an 2000 ». Le sinistre aréopage a réuni une trentaine d'individus aussi peu recommandables les uns que les autres, tels que François Mer, PDG d'Usinor-Sacilor, Pierre Guillen, vice-président de la tristement célèbre Union des industries métallurgiques et minières, Schweitzer, PDG de Renault, les PDG de Saint-Gobain, de la BNP, on en passe et des meilleurs ! Mais n'oublions pas cet ancien de la CFDT, l'incontournable Pierre Rosanvallon, secrétaire général de la Fondation Saint-Simon, un « machin » cher à Delors. M. Alain Minc et ses comparses débordent d'idées géniales. Ainsi, ils trouvent que la société française est trop « égalitaire » ! Et nous ne le savions pas !... Selon cette fine équipe, il faut passer de « l'aspiration égalitaire » au « principe d'équité ». La formule signifie « qu'il est des inégalités acceptables et même nécessaires » (2).

Bien entendu, la protection sociale se trouve dans le collimateur de ces beaux messieurs qui bavardent sur « l'Etat-providence » comme si l'Etat pouvait créer et distribuer des richesses alors qu'il

les pompe et que la protection sociale ne peut être financée que par ceux qui produisent. Notons encore que ces braves gens sont unanimes pour s'opposer à la réduction généralisée (« légale, collective et homogène ») de la durée du travail. Leurs potions magiques contre le chômage s'appellent « temps choisi », « temps partiel », « flexibilité », bref toutes les « innovations » contenues dans la fameuse loi quinquennale de Balladur et Giraud (qui n'ont fait d'ailleurs que reprendre les

### La protection sociale dans le collimateur patronal

« solutions » préconisées il y a déjà une douzaine d'années par Mauroy, Delors, Delebarre et compagnie).

Quant aux salaires, le message est sans ambiguïté : il faut tout bloquer, y compris le SMIC. Tous ces grands patrons, ces hauts technocrates ne s'égarent pas dans les fumeuses théories du fordisme selon lesquelles, pour assurer les profits des capitalistes, il faudrait distribuer de gros salaires aux ouvriers afin qu'ils consomment. La pensée patronale sur ce sujet avait été exposée sans fioritures, il y a une dizaine d'années, par Yvon Gattaz, alors président du CNPF, quand, à propos de la crise, il s'écria :

« Saisissons cette chance historique de faire baisser le pouvoir d'achat ». A la même époque, l'INSEE expliquait que « la politique de désindexation des salaires et ses effets sur le comportement des ménages [c'est-à-dire la baisse de la consommation] a été la raison principale du redressement de l'économie française en 1984 ». Les conclusions de la « commission Minc » prouvent que le point de vue de la classe dirigeante n'a pas changé d'un iota, en la matière... Il ne peut guère en être autrement. En effet, si les patrons cherchent à vendre à tout le monde



« Alternative syndicaliste » n° 8 (automne 1994).

et à n'importe qui, pour obtenir le maximum de profit, il leur faut payer au plus bas tarif les salariés qu'ils exploitent. Il s'agit là d'une contradiction irréductible du système.

Il faut prendre en compte, également, les problèmes monétaires qui inquiètent les financiers. Après avoir rappelé récemment dans le Monde que « nous vivons dans une société qui demeure une société d'exploitation », Madeleine Rebérioux « constatait qu'aux Etats-Unis la Bourse se désespérait parce qu'elle appréhendait, en septembre, l'annonce de la création de 300 000 emplois ». Et ladite Bourse « a poussé un "ouf !" de soulagement, parce qu'on n'en a finalement créé que 229 000 et parce que 300 000 emplois, pour elle, cela signifiait

plus de salaires, donc plus d'argent en circulation, et donc plus d'inflation » (3). Le Monde signale également qu'aux Etats-Unis « le fait le plus inquiétant pour les marchés qui craignent un retour de l'inflation reste la hausse de 0,7%, en octobre, du salaire horaire qui s'élevait à 11,24 dollars contre 11,16 en septembre » (4).

Si les théories fordistes peuvent séduire des intellectuels peu au fait des réalités du monde du travail et de l'histoire sociale, les travailleurs — ouvriers, employés, techniciens —, eux, ne s'y trompent pas. Ils savent qu'ils n'ont jamais rien obtenu sans lutte. Beaucoup ont parfaitement conscience que toutes les richesses produites leur appartiennent et qu'il n'existe aucune raison pour ne pas en arracher la

plus grande part possible des griffes du patronat et de l'Etat.

M. Alain Minc que Balladur a traité un jour de « petit connard » (5) a peut-être la réputation d'un fumiste, mais n'est pas con au point d'ignorer que des grèves comme celles qui se sont produites ces dernières semaines constituent parfois les prémices de mouvements de grande ampleur, d'où sa légitime inquiétude... Toute les grandes luttes ont démarré à partir de revendications salariales (y compris en 68, des grèves ayant éclaté dans la métallurgie dès le mois de mars).

A l'usine GEC-Alsthom de Belfort (7 600 salariés), ce sont 220 jeunes au salaire net de 5 800 F qui ont déclenché la bagarre quand ils ont

(suite p. 3)

LE FOULARD  
ISLAMIQUE  
P. 6

T 2137 - 975 - 10,00 F



FOP 2520

# Travailler moins, produire plus, mais surtout pouvoir vivre

**P**ARTANT D'UN CERTAIN nombre de constats de société que nous faisons tous, notre camarade Régis Balry, du Mans, nous a proposé, dans le ML n° 972, un argumentaire sur l'état actuel de la société capitaliste et, également, sur le sens des revendications à mettre en œuvre. Pourtant, il me semble qu'en partant, obligatoirement, des mêmes constatations, on arrive à des conclusions radicalement différentes. Ainsi, sur l'analyse elle-même, je dirai qu'il est faux de prétendre que « les grandes victoires ouvrières ont été obtenues grâce à l'accord tacite des tenants du capitalisme ». C'est plutôt que dans l'après-guerre s'est conclu un compromis historique de classes où la classe ouvrière a laissé de côté ses tentatives révolu-

tionnaires pour se concentrer principalement sur les revendications de bien-être. Certes, les capitalistes y ont trouvé leur compte, s'assurant une croissance continue et contrôlée de l'économie. En satisfaisant plus volontiers les revendications ouvrières, ils se sont évités les soubresauts révolutionnaires des « crève-la-faim » ; ce faisant ils se sont assurés des débouchés constants de leurs produits sur leurs marchés nationaux ce qui leur a permis de se faire de la concurrence internationalement sans trop de risques. Mais tout cela n'a été possible que parce que, réellement, les revendications d'une vie meilleure et plus confortable pour ceux qui travaillent — et donc produisent — existent. Et d'ailleurs, on peut

raisonnablement penser que l'incapacité des capitalistes à les satisfaire — et du même coup créer des débouchés — a été à l'origine de la crise des années 30, et que la guerre a été le seul moyen d'éviter la révolution.

La revendication de pouvoir d'achat a donc réellement ses fondements, car la plus grande part de la

savoir si cela est ridicule, pertinent ou collabo de produire davantage, n'importe comment et n'importe quoi.

A ce sujet, d'ailleurs, la revendication de « travailler moins et donc avoir moins d'objets de consommation » mais « plus de temps libre » ne cesse pas de m'étonner. Qui pourrait vouloir consommer moins quand déjà de plus en plus de gens consomment peu, très peu, dorment dans la rue, quand nous sommes si nombreux à attendre les fins de mois avec anxiété ? Quand, également, les deux tiers de l'humanité satisfait tout juste ses besoins premiers, physiologiques, voire meurt de faim ? Et ce n'est pas qu'un problème de répartition car les stocks et les productions inutiles, à la longue, ça coûte cher ! De plus, cette réduction de la production me semble aller aussi dans le sens de ce que veulent les capitalistes, qui resserrent le nombre de produits autour des besoins solvables, et recherchent à l'intérieur du processus de production de nouveaux bénéfices par des gains de productivité. Que leur importe même de nous laisser un peu plus de temps libre (ils en parlent tous), dans la mesure où ils ont moins besoin de main-d'œuvre, et si nous ne réclamons pas la richesse que nous produisons !

Et c'est là que nos revendications se situent, car il est clair qu'avec une consommation « élevée » ou la

par contre beaucoup qui écouteront Rocard parler des 32 heures alors que le patron des patrons de la métallurgie a dit qu'il ne lui fallait pas plus par ouvrier actuellement, et qu'il y consentirait bien si on pouvait réduire leurs salaires. Il nous faut revendiquer de travailler moins, bien moins, que 32 ou 30 heures et aussi qu'en contrepartie cela se traduise par des embauches, car manifestement celui qui ne travaille pas ne peut refuser son travail et exiger quoi que ce soit. Il nous faut encore imposer qu'une plus grande part des richesses produites nous reviennent (en effet, le capitalisme ne produit pas « pour produire » mais pour créer et assurer les bénéfices des capitalistes), même si je suis conscient que la seule façon de tout récupérer est de faire la révolution, mais aucune revendication ne se crée à la baisse. Il nous faut enfin soutenir toutes les luttes revendicatives de la classe ouvrière dans le monde pour ne pas que s'établisse de concurrence entre nous.

Enfin, la question de la décision dans l'entreprise, entre autres, me paraît à moi aussi importante. Mais je crois qu'il est faux de dire que les marxistes ne se sont pas posés cette question : pour eux, c'est le parti qui décide pour toute la société, et c'est le syndicat qui applique dans le secteur économique les options prises par le comité central. C'est pour cela également que le syndicalisme d'accompagnement des années fordistes ne les a pas dérangés, ils ne lui ont jamais accordé de rôle révolutionnaire. Si pour nous le problème est différent, et si je suis conscient que les vieilles recettes ne sont plus forcément pertinentes aujourd'hui, je me pose la question de savoir s'il n'est pas préférable que le « pouvoir de décision » n'ait été « que rarement remis en cause », ou encore s'il n'est pas heureux que « les salariés soient toujours autant exclus des décisions ». En effet, pourquoi voudrions-nous participer à la décision ? Nous voulons décider seuls, entre égaux, pas avec des bourgeois qui détiennent le capital et donc le vrai pouvoir. Nous ne voulons pas perpétuer cette classe de capitalistes ou alors il faudra se poser la question de co-gérer avec elle et donc de réprimer les aspirations ouvrières, mais aussi ne jamais faire la révolution.

Travaillons moins, produisons plus et mieux pour satisfaire nos besoins et vivre notre vie. ♦

LAURENT MARTIN  
(liaison FA de la Maurienne)

## « Qui pourrait vouloir consommer moins... ? »

population produit, et il serait pour le moins surprenant qu'elle regarde passer les objets et les services qu'elle produit sans ne vouloir jamais en profiter. Et même si cela entre en accord avec les besoins du capitalisme ce n'est en aucun cas une collaboration. Ceux qui ont assuré la collaboration de classes, ce sont bel et bien les bureaucrates syndicaux. Et, de ce point de vue, on peut dire que la vision de Force ouvrière n'est pas étroite mais cohérente. En effet, cela permet aux « parvenus » du syndicalisme de gérer les rapports qu'entretenaient nécessairement prolétariat et bourgeoisie, (car cette dernière avait besoin d'interlocuteurs raisonnables et efficaces dans le maintien de l'ordre). La bourgeoisie ne veut pas partager le gâteau, mais les ouvriers vont-ils continuer à s'embarrasser des bureaucrates s'il n'y a plus rien à gratter ? Les syndicalistes d'antichambre s'inquiètent donc, mais ne rions pas trop vite de leurs efforts qui peuvent paraître ridicules, car leur puissance n'est pas encore négligeable, et s'ils arrivaient à donner un espoir aux travailleurs qu'il y a encore du mieux à espérer par leur truchement, peu de monde s'inquiéterait de

pénurie, nous sommes toujours privés de la plus grande part des produits et services rendus disponibles par notre travail. Pourquoi ne pas plutôt chercher à obtenir des gains qui nous rendent la vie plus facile avant que les capitalistes veuillent bien nous les accorder parce que ça régule le fonctionnement de leur système. C'est vrai pour le temps de travail, comme pour les produits de l'industrie ou les services publics qui disparaissent des endroits où ils ne sont pas « rentables ». Tout ce qui fait la différence entre ce que peuvent être nos revendications et celles avancées par les réformistes — qui ont squatté le mouvement ouvrier — c'est que nous ne nous accommodons pas de ce système capitaliste et que nous ne pouvons pas revendiquer que ce qu'il veut bien ou a besoin de nous accorder. Et, très sincèrement, je ne connais personne qui revendiquera la pénurie, mais

## « Nous voulons décider seuls, entre égaux... »

L'Atelier de Création libertaire à la librairie du Monde Libertaire

### FORUM

Samedi 26 novembre - 18 h

DANIEL COLSON et JACQUES TOUBLET

autour de l'ouvrage collectif

« Anarcho-syndicalisme et anarchisme »

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

lemonde  
libertaire

## Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

# Tapez à la caisse du patronat !

(suite de la « une »)

appris que leur boîte, filiale du groupe, avait réalisé chaque année, au cours des quatre derniers exercices, un bénéfice (avoué) de 275 000 F par salarié. D'où la revendication d'une augmentation mensuelle de 1 500 F pour tous, pas de salaire en dessous de 7 500 F, plus l'embauche des salariés à contrat de durée déterminée et des intérimaires. (A l'heure où sont écrites ces lignes, la lutte continue.)

A l'usine Aluminium Dunkerque, une boîte ultra-moderne du groupe Péchiney, les ouvriers réclamaient une revalorisation uniforme de 1 000 F. Après douze jours de grève avec occupation des ateliers, ils ont obtenu 450 F d'augmentation et le paiement des jours de grève.

Chez Martell, à Cognac, les grévistes avaient stoppé la chaîne de mise en bouteille en réclamant 500 F de plus pour tous et en dénonçant la dégradation de leurs conditions de travail depuis l'application de la semaine de quatre jours. Des négociations sont en cours. Mais voici qui va faire plaisir à M. Alain Minc : « le constructeur informatique IBM va proposer à ses salariés français d'abandonner leur treizième mois de salaire pour participer à la compétitivité de l'entreprise » (6). Ce réjouissant projet ayant été rejeté par le comité central d'entreprise et le comité social paritaire, la direction « consulte » le personnel par lettres recommandées. Selon la CGT, « la direction veut imposer son projet sous couvert de partenariat. Il faut savoir que l'absence de réponse du salarié dans le mois qui suit la réception de la lettre est considérée comme un accord tacite ». Il est difficile d'être plus jésuite ! Dans le même temps, à l'usine IBM de Corbeil-Essonnes l'objectif serait de supprimer 1 300 emplois dans les prochains mois.



Réduction des salaires et des emplois, le voilà bien le « partage du travail » !

Il est toujours possible de faire échec aux mauvais coups patronaux. Ainsi, par leur action énergique, les ouvriers, employés, techniciens et ingénieurs du CLECIM (entreprise de l'ex-groupe Creusot-Loire) ont obligé la direction à retirer un projet de fermeture du site de Saint-Chamond. Toujours dans la Loire, plus de 1 000 travailleurs d'EDF-GDF ont fait grève contre des suppressions de postes. Après deux semaines de lutte avec occupation des locaux, blocage du centre-ville de Saint-Etienne, avec leurs camions, pendant un jour et une nuit, et coups de poings contre les flics, ils ont, en grande partie obtenu satisfaction.

Tous les mouvements évoqués ici prouvent bien que la classe ouvrière

n'est pas aussi endormie que de bons esprits voudraient nous le faire croire. Les anarchistes ne peuvent qu'être solidaires des travailleurs en lutte et ils n'ont, en particulier, aucune raison valable de traiter par le mépris les revendications salariales. Dans la société d'exploitation, c'est à la caisse qu'il faut frapper les capitalistes. Ne pas le comprendre pourrait conduire à se couper irrémédiablement du monde du travail. ♦

SÉBASTIEN BASSON

- (1) *Le Monde* du 5 novembre 1994.
- (2) Philippe Labarde in *Le Monde* du 5 novembre 1994.
- (3) *Le Monde* du 1<sup>er</sup> novembre 1994.
- (4) *Le Monde* du 6-7 novembre 1994.
- (5) *Les dossiers du Canard enchaîné* - « Edouard ».
- (6) *Libération* du 4 novembre 1994.

## A LA PETITE SEMAINE

### Braves soldats

Les armées, quelles qu'elles soient, n'ont jamais eu bonne presse, on le sait, dans les colonnes des journaux libertaires. Pourtant, en dénonçant pêle-mêle et sans nuances tout ce qui marche au pas, porte flingue et trucidé dans l'intérêt supérieur des nations, ne mêlions-nous pas le bon grain à l'ivraie ?

Car la bonne armée existe, et Claude Lanzmann l'a rencontrée. Evoquant avec amour l'armée d'Israël, il déclare, le regard fier et droit vers la ligne bleue du Golan, « Le soldat juif n'a pas la violence dans le sang. Il tue peut-être, mais ce n'est pas un tueur. [...] Les soldats sont doux et tendres... » Ah ! ces assauts de tendresse qui vous laissent des villages en ruine et des victimes charmées par centaines !...

Bien sûr, rien n'est dit des horreurs que toute armée traîne dans son sillage, mais on sent bien qu'avec Tsahal le « massacre affectueux », la « torture câline » et le « viol sympa » ne sont pas loin. Heureux rescapés de la Shoah qui avez pu faire de vos descendants des anges en uniforme. ♦

FLORÉAL

COMMÉMORATION DU 11 NOVEMBRE

## Violences policières contre les antimilitaristes lillois

Alors que les militaires et les politiques glorifiaient la patrie et la barbarie guerrière en présence des derniers rescapés de la boucherie de 14-18, le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, le Collectif Thierry-la-Fraude et le groupe Humeurs Noires de la FA ont préféré manifester leur antimilitarisme à Lille, place Rihour, le 10 novembre dernier. 200 personnes se sont associées pour exprimer leur soutien aux déserteurs, mutins, insoumis et objecteurs de toutes les époques et de tous les pays. Ils entendaient également dénoncer la montée des nationalismes et la militarisation croissante de la société.

Cela n'eut pas l'heur de plaire aux autorités. Il faut dire que notre rassemblement joyeux et bruyant (à ce sujet, exprimons un grand merci au groupe Les Reprises de Têtes pour leur concert) se déroulait à quelques mètres du monument aux morts, tandis qu'allait débiter une commémoration officielle.

Au moment où les manifestants, assis et pacifiques, entonnaient *Le Déserteur* de Boris Vian, une cinquantaine de policiers les ont chargés et retoulés quelques mètres plus loin, sur la place du Général-de-Gaulle, avec une grande violence. De nombreuses personnes, à terre, se sont faites piétiner et matraquer par les forces de l'ordre. Puis, quelques minutes plus tard, alors que les manifestants protestaient vigoureusement contre ces violences, trois policiers se sont attaqués sans raison à un jeune, mineur, isolé à la périphérie du rassemblement. Ils l'ont entraîné, en le molestant, dans un car de police. Il fut gardé à vue 24 heures, accusé d'avoir frappé un policier, bien que de nombreux témoins peuvent attester du contraire.

Face à l'armée, à la police et à l'Etat, nous en appelons à la solidarité et réaffirmons plus que jamais la nécessité de lutter pour une société sans armée et sans police, fondée sur l'entraide, le refus de l'autorité, ainsi que sur l'égalité politique, sociale et économique. ♦

BERTRAND et CHRISTOPHE (gr. Humeurs Noires - Lille)

## R I C A R D O F L O R E S M A G O N



Le 7 août 1900, Ricardo Flores Magón fonde le périodique *Regeneración*. En janvier 1904, il se réfugie aux Etats-Unis avec quelques libéraux, où ils constituent, le 27 septembre 1905, la Junta organizacional del Partido liberal mexicano. Le 1er juillet 1906, un programme-manifeste est diffusé clandestinement, il sert de plate-forme à un grand nombre de cercles

ouvriers qui participent aux grèves des mines de Cananea et des filatures de Rio Blanco.

Le 29 janvier 1911, les magonistes tentent d'anéantir la Basse-Californie. Durant cinq mois, le mouvement montre son caractère profondément libertaire, mais s'écroule en juin quand nombre de libéraux modérés, en désaccord avec l'idéal

anarchiste de Ricardo Flores Magón, rejoignent Madero, qui vient de prendre le pouvoir. Condamné quelques années plus tard à dix-huit ans de prison par les autorités américaines pour son « manifeste contre la guerre impérialiste » de 14-18, Ricardo Flores Magón meurt assassiné en prison le 21 novembre 1922.

**R**ENDEZ-VOUS

**LILLE**

Le groupe Humeurs Noires vend le *Monde libertaire* chaque vendredi, de 17 h à 18 h 30 devant la gare Lille-Flandre ; le samedi, à 12 h, à la sortie des lycées Faidherbes, Pasteur et Valentine Labbé à La Madeleine ; le dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché du quartier de Wazemmes, rue des Sarrazins ; également chaque mercredi, de 12 h à 14 h, dans le hall de la faculté de Lille III et chaque jeudi, de 12 h à 14 h, à la faculté de Lille I, bâtiment M1.  
Chaque vendredi, de 19 h 30 à 20 h 30, sur les ondes de Radio Campus (106.6 FM), le groupe Humeurs Noires anime l'émission « La Voix sans maître ».  
Groupe Humeurs Noires (FA), BP 79, 59370 Mons-en-Barœul. Tél./fax : 20.47.62.65.

**LYON**

A la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon), le 26 novembre, à 15 h, débat sur « Le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme », animé par Gaetano Manfredonia, auteur du livre *Luigi Fabbri, la lutte humaine* (éditions du Monde Libertaire, 1994).  
Le débat du 19 novembre, sur la Révolution russe, est reporté à une date ultérieure.

**MORBIHAN (56)**

Des groupes FA sont en formation à Vannes (gr. René-Lochu) et à Pontivy. Pour tout contact, écrivez au Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, B19, 56100 Lorient.

**PARIS**

Les groupes La Villette et Pierre-Besnard (19<sup>e</sup> arr.) de la FA organisent, le vendredi 2 décembre, à 20 h, une conférence-débat sur le thème suivant : « Le Nouvel ordre mondial ». Cette conférence aura lieu à l'Espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

**POITIERS**

A l'occasion de la sortie du livre de Gaetano Manfredonia, *Luigi Fabbri, la lutte humaine. Le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*, le groupe Berkman de Poitiers organise une conférence-débat, avec l'auteur, le mardi 22 novembre, à 20 h 30, salle Timbaud (Maison du Peuple), rue Saint-Paul.  
Groupe Berkman c/o ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux.

**SAINT-ETIENNE**

Le CESS et le groupe Nestor-Makhno de la FA organisent une soirée-débat, avec la projection du film de Noam Chomsky, *Les médias ou les illusions nécessaires*, le jeudi 17 novembre, à 20 h 30, au cinéma Le France.

**TARN (81)**

Le groupe Léo-Ferré s'est constitué dans le Tarn, et est adhérent à la FA. Le groupe publie un petit journal intitulé *Libertère*. Le n° 1 comporte un dossier « Ecologie et anarchisme ». Il est vendu 5 F. (Il reste quelques exemplaires du n° 0, qui est gratuit.) Vous pouvez contacter le groupe Léo-Ferré en écrivant à l'adresse suivante : CROS, BP 6, 81390 Puybégou.

**A**ssociations

**LILLE : FORMATION JURIDIQUE AU CCL BENOÎT-BROUTCHOUX (RAPPEL)**

Un après-midi de formation juridique sur les lois Pasqua sera organisé le samedi 19 novembre, à 15 h, au Centre culturel libertaire Benoit-Brouchoux, 1/2, rue Denis-du-Péage (M<sup>e</sup> Fives), 59800 Lille. Tél./fax/répondeur : 20.47.62.65. La séance sera animée par des militants du MRAP. Entrée libre.

**LILLE : ACTIVITÉS CÉNÉTISTES (RAPPEL)**

Au Centre culturel libertaire Benoit-Brouchoux, 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, une assemblée générale du syndicat SSE-CNT est prévue le jeudi 17 novembre, à 20 h. Par ailleurs, l'Union régionale CNT du Nord-Pas-de-Calais se réunira le samedi 26 novembre, à 15 h.

**MONTREUIL : MEETING-CONCERT A L'INITIATIVE DE KOCHISE ET DE TOXIC GRAFTY**

Kochise et Toxic Grafty vous invitent, au bar associatif de Montreuil, à un meeting-concert où interviendront Experiment et SEA (groupes anglais), le lundi 21 novembre, à partir de 18 h. A 21 h 30, bouffe végétarienne.  
Bar associatif de Montreuil, Le Vendémiaire, 33-35, rue François-Arago (M<sup>e</sup> Robespierre), 93100 Montreuil. Tél. : 42.87.48.26.

**SEINE-MARITIME (76) : SYNDICAT INTERCORPORATIF**

Les jeunes du groupe FA de Rouen communiquent : « Un syndicat intercorporatif s'est créé sur la Seine-Maritime. Ses membres sont majoritairement des étudiants, mais ils sont intéressés par tout contact avec d'autres secteurs d'activités. Pour joindre le syndicat intercorporatif : table de presse, chaque mercredi après-midi, en faculté des Lettres de Mont-Saint-Aignan (Rouen) ou BP 54, 76640 Fauville-en-Caux. »

**FORUM de la librairie du Monde Libertaire**

Samedi 19 novembre - 16 h 30

PHILIPPE PELLETIER : « ECOLOGIE OU ANARCHISME »

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU CAIRE  
SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT

**Du côté des femmes**

**J**AMAIS DEPUIS 1954 une conférence des Nations-Unies n'avait dû faire une telle place aux femmes comme cela fut remarqué à la Conférence internationale sur la population et le développement réunie au Caire en septembre dernier (1). Et pourtant, les occasions ne manquèrent guère tant les conférences de l'ONU sont, ces temps derniers, convoquées à un rythme frénétique : Rio en 1992, Vienne en 1993, Le Caire en 1994, Copenhague et Pékin en 1995, Istanbul en 1996 sur des sujets aussi divers que la population et le développement, l'habitat, les femmes ou bien encore le développement social, celle de Pékin sur les femmes pourrait d'ailleurs être un prolongement de celle du Caire.

Il est vrai que les femmes, pour survivre, se manifestent très souvent dans diverses opérations économiques et sociales et laissent penser qu'à ce niveau-là, elles sont et seront l'avenir de régions entières. Aujourd'hui, on ne peut parler de développement qu'à la lumière des rapports capitalistes certes mais aussi de genres. Car il est des régions du monde où les femmes bravent aujourd'hui les mutilations génitales comme les maladies sexuellement transmissibles, le sida en tête (2), et s'accrochent à développer une économie locale pour essayer de vivre elles et leurs enfants. Elles savent, et c'est pour cela qu'elles s'engagent avec tant de fièvre, que demain au gré des guerres, du sida et du travail asservi, les hommes tomberont bien au moins autant que du temps de l'esclavage alors que la transition démographique, dans les pays dits du Sud, n'assurera pas la relève en enfants car les femmes, là, ont commencé à souhaiter moins d'enfants et à revendiquer une sexualité non procréatrice.

C'est la force aujourd'hui d'une grande partie des ONG de femmes, nombreuses au Caire. Nous pouvons critiquer la politique de lobbying menée par ces ONG auprès des délégations gouvernementales depuis 1991 : c'est le jeu imposé par l'ONU elle-même puisqu'à côté de la Conférence internationale, se tient le forum des ONG et qu'un certain nombre d'entre elles sont accréditées par les gouvernements pour être aussi dans les délégations gouvernementales. Ce fut le cas du Mouvement français pour le Planning familial (MFPF), accrédité par le gouvernement Balladur pour participer à la délégation française officielle au Caire !

Politique de lobbying, certes, mais aussi dénonciation virulante par les tribunaux animés par des ONG de femmes, la notification étant indispensable à une prise de conscience plus large. Dénonciation des abus dans les programmes de planning familial : des stérilisations forcées ou des contraceptifs imposés et non maîtrisables par les femmes comme l'implantation de Norplan dans les bras de femmes pour une durée de cinq années, induisant des effets secondaires reconnus,

mais avec impossibilité pour la femme de se l'enlever elle-même. Ces politiques à la fois simplistes parce qu'unidimensionnelles et coercitives car ne laissant aucun choix aux femmes s'avèrent, en outre, assez inefficaces, car elles ne prennent aucunement en considération « les autres facteurs qui peuvent influencer une baisse de la fécondité que sont l'amélioration de la santé des femmes et des enfants, la possibilité de recevoir une éducation, de trouver un emploi pour les femmes, les hommes et leurs enfants, la promotion de l'autonomie des femmes et leur valorisation indépendamment de leur condition de mère ou d'épouse » (3). Dénonciation des abus autour du contrôle de la population et critique de l'idéologie sous-jacente : le « Nord — c'est-à-dire les Etats occidentaux — a la trouille de l'explosion démographique du « Sud » — les Etats du « tiers monde » — et rend la surpopulation responsable de la dégradation de l'environnement, du sous-dévelop-

« Le "Nord" a la trouille de l'explosion démographique du "Sud"... »

peuplement, de l'accroissement de la pauvreté, de la drogue et craint donc l'émigration vers le « Nord » de populations misérables, atteintes du sida et dangereuses pour sa souveraineté de profit, de gaspillage et de surconsommation. Pour le « Nord », il ne s'agit pas d'éliminer la pauvreté mais d'éliminer les pauvres (4). C'est pourquoi des associations de femmes et les féministes rejettent tout contrôle de la population et de la procréation par les Etats, via le plus souvent des agences américaines qui sous couvert d'aide aux « déshérités » remplissent les poches des industries pharmaceutiques et chimiques. Contre ce néomalthusianisme « moderniste », elles préfèrent revendiquer la maîtrise de leur fécondité par elles-mêmes et les moyens de cette maîtrise. Il faudrait ajouter que ce sont les femmes qui font souvent les frais de ces manœuvres comme en Inde, sous Indra Gandhi, quand les mesures de stérilisation massive furent lancées, elles échouèrent auprès des hommes, car menées par des agents masculins, mais s'imposèrent aux femmes et ces mêmes agents furent alors payés d'un transistor ! L'exemple de la Chine est tout aussi éloquent : avortement imposé quand la grossesse s'annonce être celle d'une fille et assassinat des bébés filles. Et combien d'autres exemples ! Il y avait bien longtemps que des voix s'élevaient contre les politiques de contrôle de la population, il semble là qu'elles commencent à être entendues.

La question de l'avortement telle qu'elle fut décortiquée par les participants de la Conférence, du fait des pressions écrasantes de toutes les religions (5), n'est apparue que pour

faire diversion : dix jours sur l'avortement, un jour sur le développement au total, car pour réellement aborder le thème du développement, il aurait peut-être fallu alors « doser » le capitalisme, mais là c'est une autre histoire... Quant à la contraception, un dessin circulant au sein de la Conférence évoquait avec lucidité ce qu'elle peut représenter : celle qu'il faut honnir parce qu'artificielle, la pilule et le RU 486, celle qu'il faut développer, la naturelle, c'est-à-dire les guerres, la famine, la drogue, le sida.

S'il apparaît donc que la mobilisation des femmes du Sud est très actuelle tant il y a à s'opposer aux abus des politiques de contrôle de la population qu'à diverses forces de résistance telles que les gouvernements, les religions, la tradition, les revendications énoncées par les réseaux de femmes s'efforçant afin de dénoncer l'insuffisance et l'inadéquation de l'offre contraceptive et des services de santé en matière de procréation, de maîtrise de la fécondité, de lutte contre la mortalité maternelle et infantile, de prévention des MST, en particulier le sida. Mais s'ajoute aussi la lutte contre les violences domestiques, les abus sexuels, les viols (les viols collectifs), les mutilations génitales, la prostitution forcée. Problèmes liés aux carences en matière de santé, d'éducation et d'information mais aussi au rapport de forces et aux inégalités entre les sexes. La revendication d'égalité apparaît plus que jamais une nécessité, de même que l'affirmation de droits sexuels non reproductifs pour les femmes, et les adolescentes en particulier.

Même si toutes ces revendications n'entrent pas dans le rapport final — mais qu'importe car quelle application concrète aura-t-il, d'ailleurs ? — la rencontre et l'échange autour de la Conférence du Caire et l'engagement des femmes, notamment au sein des ONG, sur ces thèmes ne peuvent que faire avancer les femmes sur le chemin de leur autonomie et de leur épanouissement. ♦

HÉLÈNE HERNANDEZ  
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

(1) Cf. article de Philippe Pelletier, « La Guerre des polices démographiques », *Le Monde libertaire* n° 968.

(2) « Les maladies sexuellement transmissibles sont devenues la deuxième cause de mortalité féminine dans les PVD », docteur Fatallah in 14<sup>e</sup> Congrès de la Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique, Montréal, septembre 1994.

(3) Arline Khuri (« Femmes et développement »), lors d'une conférence pour l'association « Elles sont pour », à la Maison des Femmes de Paris, le 21 octobre 1994.

(4) Tiré des propos d'Arline Khuri.

(5) Mère Teresa : « J'ai dit souvent — et j'en suis sûre — que le plus grand destructeur de la paix dans le monde aujourd'hui est l'avortement. Si une mère peut tuer son propre enfant, qu'est-ce qui vous empêchera, vous et moi, de nous entre-tuer ? », déclaration distribuée à la Conférence du Caire.

SUÈDE

# Une militante de la SAC expose la situation sociale

**A l'occasion de son passage à Paris lors d'une rencontre de la Coordination européenne contre le chômage (cf. ML n° 973), nous avons rencontré Annika de la SAC (Organisation centrale des travailleurs de Suède) pour qu'elle nous dise quelle est la situation sociale et quelles sont les luttes dans son pays.**

**Les Relations internationales de la FA**

*Le Monde libertaire : Quelle est la situation actuelle de la Suède ?*

**Annika :** Pour tout dire, ça va mal ! Il y a officiellement 7,2% de la population active au chômage, mais le vrai chiffre c'est environ 13,3%. La différence s'explique simplement : le gouvernement ne comptabilise pas les gens qui sont mis en formation professionnelle après avoir perdu leur emploi ; ils ont inventé aussi des sortes d'emplois publics pour occuper les gens, pour qu'ils ne restent pas à rien faire, ce sont de fait des chômeurs, mais ils ne sont pas comptabilisés comme tels.

D'autre part, si on y regarde de plus près, ce sont principalement les jeunes, les femmes et les immigrés qui ont fait les frais de la chute de l'emploi. Par exemple, 21% des 18-20 ans sont au chômage. En ce qui concerne les immigrés, ils sont proportionnellement plus touchés que les femmes, et dans un pays comme la Suède, où l'immigration est relativement plus forte que dans les pays voisins, ce n'est pas anodin. De plus, comme l'Etat a des problèmes de dette extérieure, beaucoup de ses revenus passent dans ces problèmes, et donc peu dans des solutions sociales. Ainsi, il y a eu des attaques contre le système de protection sociale : on ne te paie plus dès le premier jour de maladie, et plus de 80% au lieu de 90%...

*Le Monde libertaire : Est-ce que tout cela est bien nouveau ?*

**Annika :** Assez nouveau, oui. Jusqu'à cet automne, nous avons eu, pour la première fois depuis longtemps, un gouvernement de droite qui a commencé les coupes

sombres. Le problème, c'est que les sociaux-démocrates sont revenus au gouvernement alors qu'ils avaient axé toute leur campagne sur la nécessité de nouveaux sacrifices ; ils se sont présentés comme garants de la cohésion sociale du pays si les gens acceptaient cela... Et ils sont étés élus ! Depuis, comme traditionnellement, ils se heurtent moins à la résistance ouvrière, les reculs sociaux sont d'autant plus importants. Par exemple, en moins d'un mois, ils ont supprimé une part d'aide sociale par enfant. Avant, tu touchais toujours une part de plus que le nombre d'enfants que tu élevais. C'est aussi à ce moment là que la réduction de la protection en cas de maladie, dont j'ai parlé, est arrivée.

*Le Monde libertaire : Est-ce que cela entraîne des mouvements sociaux ? Et lesquels ?*

**Annika :** Réellement il y a peu de mouvements sociaux qui en découlent, d'abord parce qu'en Suède les gens pensent toujours vivre dans un « Etat providence », et de ce fait ils laissent passer plein de choses, et des choses graves. Par exemple, il y a très peu de réactions quand des gens se font expulser de leur logement parce qu'ils ne peuvent plus payer le loyer (1) ou les emprunts contractés pour acheter ce logement. Vraiment, on n'avait jamais vu ça !

Et de tout cela, la chose qui semble ressortir, c'est un refus, assez confus mais tout de même réel, de l'Europe, de la Communauté européenne (CEE). Pour être clair, les gens en Suède pensent que tout ce qui leur arrive actuellement est la faute de cette Communauté européenne, donc

ils réagissent face à cela, et on peut entendre là-bas que si « on » n'entre pas dans l'Europe, la Suède pourra continuer comme avant. Bien évidemment, ce n'est pas le problème. La Suède est un petit pays capitaliste qui subit les mouvements du capitalisme, alors qu'elle rentre formellement ou non dans cette Europe ne changera rien sur le fond. Quoi qu'il en soit, le seul mouvement visible — et qui inclut une résurgence du fascisme — est cette sorte de réaction anti-européenne qui n'aide vraiment pas à améliorer les conditions de vie. A ce sujet, il y a d'autres faits significatifs : les sociaux-démocrates sont revenus aux affaires avec plus de voix qu'ils n'en ont jamais eu, mais les ex-communistes et les Verts, qui sont violemment contre la Communauté européenne, aussi. Ainsi les Verts ont fait, pour la première fois, leur entrée au Parlement.

*Le Monde libertaire : Alors que faites-vous à la SAC, face à cela ?*

**Annika :** Rien de bien original. Nous continuons à essayer d'organiser les gens et à diffuser nos idées. Comme je te l'ai déjà dit, pour l'instant, la seule chose qui les intéresse c'est d'entrer ou pas dans la Communauté européenne. Et pendant ce temps, les problèmes sociaux augmentent. Mais quand cela sera retombé, il faudra bien que les vrais conflits apparaissent ! Et il nous faudra être là. Nous pensons que c'est dans ce sens que notre action payera, même si pour l'instant ça ne paraît pas très probant. C'est pour cela aussi que nous essayons d'appeler l'attention des travailleurs en Europe, avec l'aide d'autres organisations, parce que les problèmes dépassent largement les frontières et pour avoir les moyens de proposer des alternatives. ♦

(1) Le loyer mensuel moyen représenté à peu près la moitié du salaire.

BELGIQUE

# « Semailles » : une alternative en milieu rural

En ces temps où les discours de haine disputent le devant de la scène aux cantiques à la gloire du profit, une bouffée d'air frais nous arrive de Wallonie, de la Famenne plus précisément. En décembre dernier une Association sans but lucratif (ASBL), « Semailles » y a été créée. L'association était, en fait, en gestation depuis plusieurs années dans ce petit village de Mesnil-Eglise (situé à quelques kilomètres de Givet) où se sont installés des gens venus d'ailleurs, amoureux de la terre, de l'écologie, passionnés de justice sociale et désireux de développer des alternatives en milieu rural.

Ces nouveaux arrivants (certains sont là depuis plusieurs années, mais à la campagne ne faut-il pas deux générations pour être d'un village ?) sont venus cultiver le sol de la Famenne et s'insérer dans le tissu rural.

De la rencontre de ces nouveaux habitants, partageant des préoccupations identiques en matière d'environnement mais également un refus de la concentration du pouvoir économique et financier, la recherche de solidarités, naquit un groupe informel au sein duquel s'échangeaient les expériences de culture non conventionnelles mais aussi les projets de nouvelles formes de société. Ces échanges aboutirent au lancement d'un réseau producteurs-consommateurs : « Le jardin enchanteur ». Ce réseau fonctionna jusqu'en février 1994.

Aujourd'hui « Semailles » a pris le relais avec une volonté d'intégration plus profonde dans la région. « Semailles » regroupe 13 producteurs.

Le système du réseau repose sur une vente hebdomadaire, pour moitié à domicile, pour l'autre moitié dans des dépôts où sont rassemblées les commandes de plusieurs personnes.

Ces producteurs sont attachés à la qualité de leurs produits et au respect de l'environnement.

Plusieurs jardins sont cultivés selon des méthodes agro-écologiques (permaculture par exemple : culture sur butte, sans bêchage avec couverture du sol par des végétaux) n'utilisant naturellement aucun engrais chimique ni pesticide de synthèse.

En boulangerie, le pain est fabriqué à la main, principalement à partir de farine d'épeautre cultivée biologiquement.

Les adhérents de « Semailles » souhaitent bien sûr s'assurer un revenu décent, mais pas n'importe comment. Ils ont la volonté de créer une nouvelle solidarité au travers de la commercialisation de leurs produits. La convivialité, l'échange sont des éléments primordiaux de l'association.

Parallèlement aux activités de « Semailles », Mesnil-Eglise devient également un lieu de stages dans le domaine des techniques alternatives et écologiques : une formation aux constructions en terre s'y est déroulée au printemps.

Bien sûr tout n'est pas rose à Mesnil-Eglise, des contradictions existent entre nouveaux et anciens habitants, mais « Semailles » est en train de montrer qu'il est possible de vivre et travailler en Famenne, en ne reniant pas ses idées.

« Semailles » est sans dogmes et sans drapreau, [...] juste une poignée de paisibles engragés(e)s, quelques Mohicans prolifiques, pas plus... » (1). ♦

Liaison FA des Ardennes

(1) Extrait de la brochure n°3 de La Question Sociale, BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse.

N.B. : pour contacter « Semailles » : Association sans but lucratif (ASBL) « Semailles », 10a, rue Basse, 5560 Mesnil-Eglise (Belgique).

PÉNINSULE MALAISE

# Deux mois sans voir le soleil !

Cet été, pendant deux mois, la péninsule malaise — dont la ville de Singapour — a été recouverte d'une brume grise, oppressante et dégageant une odeur âcre. L'indice qui mesure la propreté de l'air se dégrade : s'il est inférieur à 100, la qualité de l'air est bonne ou moyenne (1). Lors d'un précédent phénomène identique, dans la deuxième quinzaine de septembre 1991, cet indice était de 97. L'aéroport avait même été fermé.

Le 27 septembre dernier, cet indice était à 142 ! La teneur en particules chimiques dangereuse augmente sans que l'on sache vraiment les risques que cela fait courir aux populations. Les bateaux circulent au radar toute la journée ; à midi, les automobilistes sont obligés d'allumer leurs phares ; de nombreux piétons utilisent des masques. Les récoltes seront moins importantes que prévu en raison de l'absence quasi totale d'ensoleillement pendant ces deux mois.

C'est la septième fois en dix-sept ans que cette région du monde subit

une telle pollution. Le gouvernement a imposé des normes très strictes aux voitures et un renforcement des équipements limitant ce genre de dégâts pour l'industrie.

Il semblerait qu'une des causes de cette pollution soit les incendies de forêt monstrueux en Indonésie, méthode rapide et peu onéreuse utilisée pour défricher les forêts. Des cendres fumantes sont retombées pendant plus d'un mois sur un territoire de la taille des Pays-Bas.

Une solution ne pourra intervenir que si l'ensemble des pays du sud-est asiatique se penche sur le problème et surtout si la population s'organise et lutte pour défendre son droit à la vie. ♦

**ROSE PARADIS**  
(d'après des informations transmises par l'émission « Huang Bang » (La Voix du Chinois) sur Radio Libertaire, le samedi 5 novembre)

(1) S'il est compris entre 100 et 200, les spécialistes estiment que l'atmosphère est malsaine.

NÉCROLOGIE

# Salut Emilia !

Notre compagne Emilia Lebosse nous a quittés le 27 octobre, à la suite d'une longue maladie.

Née le 5 janvier 1915 à Albox-Almería (Espagne), elle fréquente très jeune le mouvement anarchiste et notamment la CNT, auxquels elle restera fidèle jusqu'à ses derniers jours.

Elle fut aussi adhérente au Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA) de Marseille.

Lors de nos entretiens, elle aimait nous parler de Francisco Ferrer, pour lequel elle avait une grande admiration.

Elle nous laisse en mémoire son courage, son abnégation et sa générosité pour l'anarchisme.

Suite à ses dernières volontés, elle a été incinérée le 29 octobre à Cuers (Var).

Salut Emilia, ton combat nous le continuerons. ♦

Le mouvement anarchiste varois

# Le foulard islamique

Dans le n° 970 du *Monde libertaire*, Patrick Essertel, ouvrait un débat à propos du foulard islamique en s'avérant défavorable à l'interdiction faite par François Bayrou, ministre de l'Education nationale, à de jeunes musulmanes d'entrer voilées dans les établissements publics.

COMMENT ERADICHER le port du voile et du foulard des établissements scolaires ? C'est en ces termes que le « problème » est posé par le gouvernement à travers une focalisation médiatique bien orchestrée. Du brouillard des élucubrations variées, nées de l'inspiration des censeurs zélés de la République, émergent parfois quelques propositions édifiantes : Et si, par exemple, on remplaçait le foulard par un bonnet ? (C'est sans doute plus saillant ?) ; ou encore : pourquoi ne pas envoyer des « musulmanes qui ont réussi » pour négocier dans les lycées et expliquer aux jeunes filles en quoi le foulard est un handicap social (Simone Veil). La sauce médiatique est bien assortie au plat principal : la triste circulaire Bayrou sur l'interdiction de tout « signe religieux ostentatoire » à l'école, qui après le flitage des rues, des banlieues, des supermarchés et des transports en commun inaugure celui de l'école.

## La circulaire Bayrou : « une mesure d'accompagnement... »

— En cela, cette mesure révèle ce que sont les véritables enjeux du débat autour du foulard. Il n'y a pas de lien entre la position tranchée de Bayrou et une quelconque croissance du phénomène puisqu'on évalue à moins de 200 le nombre des jeunes filles voilées.

En fait, comme en 1989 (lors de la première affaire autour du foulard), cette campagne se déroule dans un contexte d'offensive anti-immigrés tous azimuts. Rappelons simplement qu'à l'époque, deux maires divers droite (à Beaucaire et Montfermeil) refusaient l'accès des écoles aux enfants d'immigrés dont les parents ne pouvaient pas fournir la preuve d'un emploi fixe dans la région. Le maire communiste de Charvieu-

Chavagneux, pour sa part, faisait « involontairement » raser une mosquée. A la même époque, le discours raciste s'est étendu à toute la classe politique, confortant ainsi la position du Front national, qui connaît des succès locaux aux élections de Dreux et de Marseille. Par contre, ceux qui auraient pu s'opposer à la montée des discriminations se divisèrent sur la question du foulard. Ce fut le cas de SOS-Racisme qui sortit affaibli de ses dissensions sur le sujet.

Aujourd'hui, les attaques anti-immigrés sont menées par l'Etat. Les lois sécuritaires de Charles Pasqua ont permis la multiplication des contrôles au faciès et une surveillance accrue, exercée sur les

## « ...ceux qui auraient pu s'opposer à la montée des discriminations se divisèrent sur la question du foulard. »

populations « à risque ». Celles qui sont susceptibles d'exprimer à nouveau leur mécontentement dans la rue contre des mesures du genre CIP. Cette politique se poursuit au nom d'une pseudo lutte anti-terroriste et anti-intégriste, qui permet d'entériner des mesures d'expulsion arbitraires, dont a été victime, entre autres, un chercheur du CNRS « coupable » de posséder un tampon du FIS chez lui.

C'est dans cette logique répressive que s'inscrit l'opération (car il s'agit bien d'une opération) menée par François Bayrou contre les jeunes filles voilées. Le gouvernement veut faire d'une pierre deux coups. Il diabolise l'islamisme à des fins

Dans le ML n° 973, deux de nos lecteurs et la Libre Pensée ont exprimé un avis différent sur le mode : « Ni foulard, ni croix, ni kippa à l'école publique ».

Jean-Pierre Thuinet et Patrick Essertel (du nouveau gr. Durruti de Lyon) poursuivent le débat, en cet article publié sur deux n°s.



Paris, le 25 octobre 1989 : Edmond Vacant et Jacques Lavadrine, députés PS du Puy-de-Dôme et ex-instituteurs, arrivent coiffés du foulard « laïque » à l'Assemblée nationale, en guise de protestation contre le port du voile dans les écoles.

électorales et fait l'unanimité derrière sa politique.

Il semble que ce soit une réussite puisque les syndicats d'enseignants ont dans l'ensemble soutenu la démarche du ministre, et que l'opposition à la circulaire reste réduite.

Comme l'a dit un député RPR, la circulaire Bayrou est une « mesure d'accompagnement des mesures Pasqua ». Les motivations de cette campagne ne peuvent pas être plus clairement explicitées. Il reste cependant nécessaire de répondre aux arguments de ceux qui, bien que ne sentant aucune affinité particulière avec la politique de la droite, restent cependant convaincus qu'il faut interdire le foulard à l'école. Leur discours est souvent confus, mais grave autour de trois axes qui ont la particularité de faire partie des « valeurs de la gauche » les plus ancrées dans la société. Qu'il s'agisse de considérer l'interdiction du foulard comme un moyen de lutter contre l'oppression de la femme et contre l'intégrisme ou encore de préserver notre « bon vieux » système laïque, voilà qui permet de rattacher large dans les rangs de ceux qui traditionnellement s'opposeraient à la droite.

L'interdiction du foulard n'est en aucun cas un moyen de lutter contre l'oppression de la femme — l'argument féministe qui dénonce le voile comme symbole d'oppression est sans doute le plus épineux, comme le reflète ce témoignage d'une enseignante (*Libération*, novembre 1989). « ...En septembre, j'ai vécu précisément dans l'école où j'exerce, la situation de Creil. Un vendredi matin, une élève irakienne

est venue en classe l'année précédente et celle ne le portait pas, elle jouait, courait, poursuivait les uns et les autres... Or, ce matin de septembre 1989, elle ne jouait pas, isolée dans un coin de la cour, gênée, rendue différente par la volonté de son père ». Pour cette enseignante, la question du voile ne pouvait aboutir simplement à une prise de position globale. Elle devait assumer directement les conséquences de son attitude. La décision à prendre n'avait rien d'évidente à l'intérieur du cadre scolaire tel qu'il est, sachant également que le voile peut ne pas être seulement un symbole mais aussi un aspect de l'oppression de la femme.

## « L'interdiction aboutit à un renforcement de l'emprise familiale... »

Notons que c'est rarement le cas aujourd'hui car les jeunes filles voilées revendiquent pleinement cette différence et éprouvent tout le contraire d'un sentiment de honte.

Dans le cas exposé, une décision d'interdiction fut prise par un responsable : « ... Le père refusa toute solution. Le samedi matin, il vint à l'école avec le responsable de la mosquée, le Coran à la main. Et il a fallu la force voix et de ténacité pour que le responsable de la mosquée quitte les lieux et pour que le père admette que la loi laïque passe avant la loi coranique... ». Etait-ce la bonne manière d'agir ? Comment a pu être vécue la visite de l'imam par cette jeune fille sinon comme une

nouvelle accentuation de la stigmatisation dont elle était déjà victime. D'autre part, l'interdiction peut avoir les conséquences inverses de celles escomptées. Sur les vingt jeunes filles qui, à Lille, sont passées en conseil de discipline, dix-sept ont été exclues à cause de leur refus d'ôter le voile. Deux d'entre elles ne se sont pas présentées et une seule s'est soumise à l'autorité scolaire.

Vu l'absence de structures d'enseignement privées musulmanes, les jeunes filles de Lille devront suivre les cours du CNED (enseignement à distance). Il est donc paradoxal que ceux qui prônent l'intégration totale, sans voile, et en exigeant que les jeunes filles musulmanes puissent suivre normalement les cours d'éducation physique, de biologie et de musique, sont par ailleurs prêts à accepter qu'elles ne suivent plus aucun cours. L'interdiction aboutit à un renforcement de l'emprise familiale qui peut se révéler beaucoup plus oppressive que le simple port du voile, avec des pratiques telles que le mariage forcé ou la séquestration.

Revenons une dernière fois à notre témoignage : « Face à cette situation, comment auriez-vous réagi ? Imaginez-vous un prêtre en soutane, Bible en main, venir faire la morale à un directeur d'école publique. » Il est déjà certain qu'actuellement le curé en question n'aurait pas eu à faire le déplacement pour que la croix soit tolérée à l'école.

Tous les intégrismes ne sont pas mis sur un pied d'égalité, les aumônières restent présentes dans les écoles malgré une loi interdisant, et le financement des écoles privées catholiques est une priorité d'Etat, rendant légitime l'astreinte à des pratiques religieuses quotidiennes pour bon nombre de scolarisés, qui échangeraient sans doute plusieurs heures de catéchisme contre un voile.

Enfin, s'il faut lutter contre l'oppression de la femme, pourquoi seulement interdire le voile à l'école ? Pourquoi ne pas élargir la mesure à l'ensemble de la société ? Au moins aurait-on la satisfaction de dévoiler les grands-mères bigotes à la sortie des églises.

Plus sérieusement, il ne faut se faire aucune illusion sur la capacité de l'Etat à lutter contre tout type d'oppression. En ce qui concerne les femmes, comme en ce qui concerne les immigrés, la politique du gouvernement ne fait que renforcer les discriminations, par des attaques contre le droit à l'avortement, par la mise en place d'un salaire maternel pour favoriser la dépendance des femmes vis-à-vis de leur famille et par le soutien à la religion catholique officielle qui fonde idéologiquement les discriminations qui se reproduisent au sein de la société. ♦

(suite au prochain n°)

## Agenda international

### BELGIQUE

- Les anarchistes qui comprennent le flamand lisent chaque mois le journal *De Nar* et s'y abonnent en écrivant à : *De Nar*, postbus 104, 1210 Bruxelles.
- Deux bonnes adresses de bouquinistes : — La Borgne Agasse, 17, rue de la Tulipe, 1050 Bruxelles ; — L'Imaginaire, place du Jeu-de-Balle, 1000 Bruxelles.
- Centre libertaire, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles.

### BARCELONE 93 : ACTES DE L'EXPOSITION ANARCHISTE

- Les « Actes de l'exposition internationale anarchiste de Barcelone (septembre - octobre 1993) » sont disponibles. Ces actes (600 pages) paraissent à l'initiative de la Fondation d'études libertaires et anarcho-syndicalistes CNT, de l'athénée libertaire Poble Sec et de l'athénée encyclopédique populaire. Prix : 900 pesetas (environ 45 FF) pour un exemplaire. Possibilité de réduction pour les collectivités intéressées par la diffusion en nombre.
- Pour toute commande : « Anarquisme : Exposition internationale », Elcano 48, 08004 Barcelone. Tél. : 3-329.366.1 (répondeur). Fax : 3-32.90783.

Ciné sélection

« Délits Flagrants »  
de Robert Depardon

Au commencement, il y a un long plan fixe sur l'entrée d'un lieu dit de « justice ». Ensuite, vient une longue poursuite dans les sous-sols du palais. Nous sommes derrière deux individus : l'un est en uniforme, l'autre est entravé, menotté. Le premier prend bien garde de laisser entrouvertes les différentes portes ou sas afin de laisser manœuvrer la caméra. Avec elle, nous entrons avec nos yeux-caméra et nos oreilles-son dolby-stéréo. Cet endroit est très connu, très fréquenté mais peu fréquentable. Désormais, nous savons qu'en plein cœur de l'île de la Cité, près de la Sainte-Chapelle, se trouve et nous guette une prison. On a toujours raison de se méfier des hommes en robe.

*Délits flagrants*, de Robert Depardon, débute de cette élégante manière.

Nous nous installons ensuite dans un étroit box, presque aussi étroit que notre liberté que l'on rogne. Là, se jouent une comédie parfois, un tragédie souvent, un drame toujours.

Devant nous, se déroule une courte série de flagrants délits. Cette procédure est rapide, routinière, policière. Dans ce cadre limité, nous voyons une table, deux fauteuils, un prévenu à gauche et un fonctionnaire de « justice » à droite. Il manque la police. Elle est présente constamment sur la gauche, mais elle n'est visible qu'à la sortie du prévenu.

Une bonne quinzaine de cas défilent. Tous les accusés ont bien évidemment donné leur accord au réalisateur. La chose a son importance : l'œil-caméra influe sur les comportements. Véritable instantané d'un fonctionnement judiciaire, ce petit théâtre variera peu au cours du film. Le changement des différents « hommes de loi » changera ce dispositif simple. Trois, une femme et deux hommes qui ont autorisé cette mise en scène de leur quotidien. De différentes sensibilités... mais ils réagissent, en fait, comme de bons chiens de garde. Ils sortent d'un même moule. Ils jugent, paraît-il ! Simples rouages administratifs à la solde de l'Etat, ils co-signent et jouent une vieille et piètre pièce au texte trop usé.

Devant nous, peu ou pas de réels gangsters dérivent : menus larcins, vols à la tire, quelques coups au passage. Mais après la garde à vue, la majorité se dirigera vers les maisons d'arrêt (hypocrisie du vocabulaire : maison d'arrêt, hôtel de police...).

Robert Depardon accorde plus de temps, cependant, à une jeune femme directement sortie d'un film de J.-M. Carré. Peut-être pour ne pas seulement s'attacher au cadre mais aussi à son hors champ : en amont, la société qui marche sur la tête ; en aval, la prison qui ne résout absolument rien.

L'oppression de ce sombre théâtre est terrible d'autant que le rire de vos voisins, téléspectateurs aliénés par des heures vides de télévision simulacre suprême, ne voit plus des hommes ou des femmes face à une machine bien huilée mais des caricatures comiques, genre, vous le savez bien, le jeune de banlieue, le travailleur immigré... La haine nous étreint face à ce manque de lucidité et cette crasse bêtise. L'arsenal des lois, en particulier ces temps-ci, a fait de toutes et de tous de potentiels délinquants à défaut de stars...

Dans *Délits flagrants*, le voyeurisme, principe même du cinéma de Depardon, capte le malaise et induit une révolte sourde. Pendant une longue partie du film, nous avons l'impression que le réalisateur, à force d'objectivité, se situe du côté de l'ordre, mais il y a cette fausse fin : nous retrouvons le pavé parisien et nous attendons le générique... avec les remerciements du parquet. Là, le cinéma démystifie et prend parti, celui de ceux que les lois sécuritaires et frileuses entraînent de l'autre côté des murs toujours trop hauts. Deux affaires nous sont encore dévoilées : un vol de portefeuille quand nos enfants ont faim et un délit de peau sombre. Trop sombre, mais avec cette dignité intacte qui tend, au-dessus du vide de l'incompréhension et des réflexes de classes, une simple main noire. ♦

SALIM  
« Fondu au noir »

**SOUSCRIPTION**  
**Elisabeth sort un nouveau compact !**  
12 titres  
Paroles : Rolland Hénault (Guimou de la Tronche) - musique : Elisabeth  
Prix de lancement : 110 F  
A commander à Rolland Hénault  
BP 271, 36005 Châteauroux cedex  
(chèque à libeller à l'ordre de Elisabeth Gillet)

LES BROCHURES DE « LA QUESTION SOCIALE »

« Crise écologique et capitalisme »

Le capitalisme étend toujours plus ses ravages. En plus de générer exploitation, misère et abrutissement, il provoque une crise écologique chaque jour plus évidente.

Face à la perception de la gravité du problème, marchands et politiciens répondent par des contre-feux dérisoires : mesures-gadgets et déclarations d'intention dans les programmes et discours politiques, foisonnement de produits « verts », aménagements partiels et mensonges éhontés. Pendant le replâtrage, la destruction continue, s'accélère même.

Aidés, volontairement ou non, par les analyses insuffisantes de nombre d'écologistes (électoralistes et environnementalistes), la classe dominante et ses alliés en passe de réussir à occulter les causes réelles du désastre et, par là, à en évacuer la solution, sinon la plus facile, du moins la plus réaliste : la remise en cause d'un système mortifère.

La troisième brochure éditée « La Question sociale » comprend plusieurs contributions :

- une étude historique sur les anarchistes naturiens, précurseurs de l'écologie à la fin du siècle dernier ;
- une analyse d'Alain Bihl sur la stratégie que devrait adopter le mouvement ouvrier face à la crise écologique ;
- en finir avec le nucléaire et son monde, un texte rédigé par l'association du même nom ;
- la dérive de l'effet de serre dans le système capitaliste ;
- l'économie, le progrès, fins ou moyens ?
- pour conclure, l'association belge « Semailles » propose une alternative concrète en milieu rural. ♦

« LA QUESTION SOCIALE »

N.B. : cette brochure de 100 pages (format A5) est disponible contre 35 F (franco de port) à « La Question Sociale », BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse. Elle est en vente à la librairie du Monde Libéraire.

« ON A FAIM ! »

« Ni jah ni maître »

Une compilation ska et reggae

Le fameux label « On a faim ! », qui depuis des années lie anarchie et musique, était surtout connu pour ses compilations à thèmes (*A bas toutes les armées, Cette machine sert à tuer tous les fascistes, Pogo avec les loups...*), aux inspirations musicales plutôt punk ou hardcore.

Et puis voilà qu'après un fanzine accompagné d'une compilation composée de groupes de musiques actuelles (rap, ragga, fusion), le label sort une compilation reggae/ska.

Gasp ! Serait-ce une trahison de la part de « On a faim ! », voire une dérive droitière ? *Que nenni, que nenni...* « On a faim ! » a toujours milité contre les étiquetages intempestifs et contre toutes les frontières qu'elles soient géographiques, musicales ou autres.

*Ni jah ni maître*, tel est le titre de la nouvelle production OAF !, car il est plus que temps de montrer que le reggae et le raggamuffin ne se limitent pas au rastafarisme, aux plans machos ou aux tubes de l'été pour petits blancs en mal de rythmes exotiques, et que le ska n'est pas l'apanage de petits cons tordus qui voient en Le Pen un nouveau Führer.

Le ska, musique à l'origine du reggae, est le symbole même d'un croisement multiracial, cocktail de jazz, blues, mento et rock'n roll, repris dans les années 60 par les jeunes prolos anglais et les rude boys jamaïcains



Quant au reggae, même s'il draine une imagerie religieuse, elle n'a pas été reprise par tous les musiciens et chanteurs de ce genre, LKJ, notamment, qui disait : « *Le rastafarisme a joué un rôle capital en Jamaïque, car il est né d'un mouvement anti-colonialiste [...], cela dit, le rastafarisme est surtout devenu une religion, et je ne crois pas à la fuite mais aux réalités. Je ne suis pas sûr qu'adorer Haïlé Sélassié nous permettra d'aller de l'avant.* »

Partant de ces constats, « On a faim ! » nous offre une petite merveille, regroupant 18 groupes français qui vont du reggae, ragga les plus actuels au ska dans la plus pure tradition. On trouve Hypnotik Gang, Soleil Vert, Infraktion, Général O et Docteur Kobé, Rude Boy System, Nutty Skanker, Have

Nots, Mission Impossible, Ouled El Riddim, Bunk's Band Possee...

Rien à jeter. Des rythmes chauds et dansants pour passer l'hiver avec des textes qui traitent du racisme, de la guerre, du système, des religions, du métissage...

Ah, j'oubliais ! Certains groupes qui commencent à avoir un relatif succès ont refusé de participer, car le concept « ni jah ni maître » pourrait nuire à leur image de marque (sic). Tant pis pour eux et tant mieux pour nous.

On peut trouver cette compilation partout (distribution Mélodie) ou auprès de « *On a faim ! Label* » directement (CD : 90 F ; cassette : 58 F, port compris), BP 166, 86004 Poitiers cedex.

Stay rude, stay rebel ! ♦  
JEAN-PIERRE LEVARAY

Le Cabaret du théâtre de Nesle et Radio Libéraire  
présentent  
**JEAN-LOUIS BLAIRE**  
Samedi 19 novembre - 22 h  
théâtre de Nesle  
8, rue de Nesle (M Odeon)  
75006 Paris  
Réservations : 40.31.79.18

# Situation alarmante en France : des agents de la force publique continuent de bafouer les droits de l'homme

IL Y A DIX-HUIT MOIS, le ministre français de l'Intérieur avait présenté des excuses publiques à la suite de coups de feu tirés contre trois jeunes gens non armés et avait promis, en parlant des policiers : « Je serai impitoyable avec ceux qui commettent des fautes ». Un rapport d'Amnesty International publié ce jour (mercredi 12 octobre 1994) dénonce la persistance des mauvais traitements, coups de feu et homicides de la part d'agents de la force publique.

Ce document expose les cas de 11 personnes que des agents de la force publique ont tuées ou blessées par balles entre janvier 1993 et juin 1994. Il conclut que ces derniers ont recouru à la force d'une façon inconsidérée et au mépris de la loi. Les victimes étaient souvent des jeunes, dont beaucoup étaient d'une origine ethnique non européenne.

Dans son rapport, Amnesty International déclare qu'à maintes reprises, des agents de la force publique n'ont tenu aucun compte de leurs propres directives sur l'usage d'armes à feu et nous en voyons les conséquences ; et qu'il est grand temps que le gouvernement français prenne des mesures concrètes pour améliorer la formation et la conduite des policiers, ainsi que la façon d'agir du ministère public et des tribunaux.

Les préoccupations d'Amnesty International concernent des cas dans les villes ou régions suivantes : Bastia (Corse), Bordeaux (Gironde),

Carcassonne (Aude), Chambéry (Savoie), Cherbourg (Manche), Firminy (Loire), Lyon (Rhône), Marseille (Bouches-du-Rhône), Menton-Vintimille (Alpes-Maritimes), Paris (plusieurs cas), Rouen (Seine-Maritime), Saint-Barthélemy-de-Vals (Drôme), Torcy (près de Paris), Wattrelos (Nord).

En avril 1993, trois jeunes gens non armés ont été abattus à bout portant en l'espace de quatre jours,

## Premiers visés :

### les jeunes immigrés

par des policiers, ce qui a soulevé un tollé national. Tous trois — Eric Simonté, Makomé M'Bowole et Rachid Ardjouni — ont succombé à leurs blessures ; deux d'entre eux étaient mineurs. Makomé M'Bowole, dix-sept ans, a reçu une balle dans la tête lors d'un interrogatoire au commissariat. Après avoir présenté des excuses aux familles des victimes, Charles Pasqua, le ministre de l'Intérieur, a rappelé aux policiers « que la nation confie des armes pour qu'on défende les citoyens et non pour qu'on les agresse ».

Cependant, pas plus tard qu'au mois de juin de cette année, un policier qui n'était pas en service a tiré plusieurs coups de feu sur deux jeunes gens lors d'une tentative de vol à Paris. Joël Nebor et Frédéric Adom, tous deux âgés de vingt-cinq ans, en sont morts. Les jeunes hommes, qui n'étaient pas armés, avaient jeté une chaise sur le policier avant d'attaquer le propriétaire d'un magasin qu'ils voulaient cambrioler. Amnesty International s'inquiète à l'idée que le policier ne semble avoir fait aucune tentative pour neutraliser les assaillants ; il s'est contenté d'ouvrir le feu à très courte distance, les tuant tous deux alors que sa vie n'était pas en danger. En janvier 1994, à Rouen, les gendarmes ont abattu un jeune homme de dix-huit ans se trouvant à bord d'un véhicule qu'ils essayaient de stopper après avoir été informés d'une tentative de vol de voitures. Les jeunes occupants du véhicule n'étaient pas armés. Des enquêtes sont en cours sur ces deux affaires.

Le document publié cite également de nombreux cas de mauvais traitements présumés infligés par la police française. Pour Amnesty International, les cas de brutalités



policières, parfois à caractère raciste, ne sont que trop fréquents.

En février dernier, à la gare du Nord à Paris, un gynécologue de quarante et un ans, originaire de la République centrafricaine, a été appréhendé par deux agents de la Brigade de contrôle de la SNCF. Pierre Kongo s'était rendu à la gare pour y retrouver un ami. Il a déclaré que les policiers qui étaient arrivés par la suite l'avaient fait tomber en bas des escaliers, lui avaient passé

violée par des policiers italiens avant qu'ils ne la remettent entre les mains de deux collègues français. Elle a déclaré que les Français avaient tenu des propos racistes pendant l'agression. Les deux policiers italiens ont été arrêtés et condamnés à des peines d'emprisonnement en juillet 1994. En France, l'instruction n'a toujours pas abouti.

Les insultes sont également monnaie courante, notamment à l'encontre des étrangers. Max Blechman, un New-Yorkais de vingt-deux ans, a été arrêté le 25 mars alors qu'il filmait une manifestation. De nombreuses allégations de mauvais traitements ont été faites à l'issue de cette manifestation. Ce jeune Américain a réussi à enregistrer certains propos que lui a tenu la police : « Ici, c'est pas les Etats-Unis... On lapide pas les policiers impunément... Au lieu de faire ta télé tu ferais mieux d'apprendre le français... Espèce de connard... Génération de dégénérés... Nation de merde... C'est juste bon à bouffer du hamburger... »

Amnesty International a fait des recommandations détaillées au gouvernement français afin d'empêcher que des personnes soient blessées, tuées ou maltraitées par la police au mépris de la loi. Ces recom-

mandations s'adressent aux ministres compétents en la matière, à savoir les ministres de la Justice, de l'Intérieur et de la Défense. ♦

AMNESTY INTERNATIONAL

N.B. : pour toute info. complémentaire, contactez le service de presse d'Amnesty International : Luisa de Soriano, tél. : 49.23.11.11, fax : 43.38.26.15.

## PARIS EXPOSITION ARTISTIQUE VENTE DE SOUTIEN POUR LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Anne Pontet, François Bhavsar, Reinaldo, Valérie Tenéze, Laurent Zunino, Bernard Thomas-Roudeix, Julien Blaine, André Robèr, Gabriel Szezan, André Bernard, Daniel Livartowski, Geneviève Beauzée, Denis Pouppeville, Jean Dassonval, Nicole Crestou, Serge Kleirving, Chari Goyeneche, Didier Chenu.

Librairie du Monde Libéraire  
145, rue Amelot (M<sup>o</sup> Oberkampf)  
75011 Paris

## Des bavures qui se perpétuent

des menottes et lui avaient assené un coup de poing. Il a été soigné à l'hôpital pour une fracture du plancher de l'orbite droite. Pierre Kongo a fait délivrer une citation directe contre l'un des policiers et cette affaire a été jugée courant octobre.

En juillet 1993, une jeune Française de vingt-quatre ans d'origine tunisienne, qui revenait d'Italie, a été victime d'une agression sexuelle de la part d'un policier français au poste frontière de Menton-Vintimille. Elle venait d'être

## SOMMAIRE

Page 1 : Tapez dans la caisse du patron ! (suite p. 3).  
Page 2 : Travailler moins, produire plus, mais surtout pour vivre.  
Page 3 : Tapez dans la caisse du patron ! (suite de la « une »), A la petite semaine : Braves soldats, Violences policières contre les antimilitaristes lillois, BD : Ricardo Flores Magon.  
Page 4 : Rendez-vous, Associations, Du côté des femmes.  
Page 5 : Une militante de la SAC expose la situation sociale en Suède, « Semailles » : une alternative en milieu rural, Péninsule malaise : deux mois sans voir le soleil !, Salut Emilia.  
Page 6 : Le toulard islamique.  
Page 7 : Ciné sélection : « Délits flagrants » de Robert Depardon, « Crise écologique et capitalisme », « Mi jäh ni maître » (une compilation ska et reggae).  
Page 8 : Situation alarmante en France : des agents de la force publique continuent à bafouer les droits de l'homme.